



MOSCOU

ORGANE DU 3^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N^o 37. Samedi 9 Juillet 1921.

Direction: Dénejn 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 1-77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaïa 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

Le Parti Socialiste Italien et la III^e Internationale.

La discussion du rapport présenté au 3^e Congrès de l'Internationale Communiste par le Parti Socialiste Italien s'est close par l'adoption de la décision suivante: 1) reconnaissance du Parti Communiste Italien comme l'unique section italienne de la 3^e Internationale; 2) déclaration formelle au Parti Socialiste Italien que pour entrer de nouveau dans l'Internationale Communiste il doit avant tout chasser de ses rangs les réformistes et les adeptes du réformisme. Décisions très simples, mais d'autant plus claires. La 3^e Internationale au lieu de couvrir le Parti Socialiste Italien d'injures (comme du reste il l'aurait mérité et comme il en a lui-même agi à Livourne envers la III^e Internationale) s'est contentée de remettre devant le Parti Socialiste Italien les mêmes principes qu'il a repoussés à Livourne, trahissant les intérêts de la révolution italienne et du prolétariat international.

Mais en somme quelle est la signification de la décision prise par le Congrès? Elle veut dire que la déclaration du Parti Socialiste Italien est repoussée.

En effet, demander au Parti Socialiste Italien de chasser les réformistes et semi-réformistes équivaut à le mettre poliment à la porte de l'Internationale non pas en tant que masse organisée, mais en tant qu'organisme et en tant qu'organisme dissident.

Après le Congrès de Livourne les diverses fractions se sont réunies dans le Parti Socialiste Italien: elle se sont confondues, mêlées à la fraction de Turatti, adoptant ses points de vue sur le programme et la tactique et jusqu'à celui de la lutte contre le communisme (c'est-à-dire contre le Parti Communiste Italien de la 3^e Internationale).

Actuellement le Parti Socialiste Italien est un vrai Parti réformiste, opportuniste, social-démocrate et pacifiste en même temps; dans la masse du parti existent des éléments révolutionnaires actifs qui au fond ne sont pas avec Serrati ou Turatti, mais ces éléments privés de toute préparation doctrinaire et souvent aussi de la plus élémentaire préparation socialiste ou communiste ne sont pas encore en état de pouvoir comprendre comment et pourquoi le Parti Socialiste Italien a trahi l'Internationale Communiste; ajoutant foi aux discours démagogiques de Serrati et consorts, ils continuent à croire que le Parti Socialiste Italien est encore un Parti révolutionnaire enrôlé dans l'Internationale du prolétariat communiste du monde entier.

La décision adoptée par le Congrès de l'Internationale laisse l'entière possibilité à ces éléments sincères et révolutionnaires d'adhérer à l'Internationale Communiste et d'abandonner le Parti Socialiste au prochain Congrès national. Le Parti Socialiste Italien a voulu démontrer dans sa déclaration au Congrès International que le Parti Socialiste Italien ne contient pas de courants réformistes qui cependant ont pris possession de tout le parti; mais il a été répété catégoriquement que pour les réformistes italiens, aussi bien que pour tous ceux des autres pays, les portes de l'Internationale resteront inexorablement fermées.

Aussi ne peut-on sans rire se rappeler les déclarations que les représentants du Parti Socialiste Italien, les députés Lazzari, Maffi et Riboldi ont présenté au Congrès dès après la conclusion de la discussion sur la question italienne. Avec de telles déclarations les habiles diplomates social-démocrates tentent de jouer encore sur l'équivoque qu'admet la résolution adoptée et de l'interpréter à leur façon. Il est faux que la résolution adoptée corresponde à la motion Bentivoglio; cette motion là contenait une protestation contre l'œuvre faite à Livourne par le cam. Kabatchiev, représentant du Comité Exécutif de l'Internationale: or le Congrès ayant approuvé l'œuvre de l'Exécutif a également approuvé la scission en Italie et tout ce que dans cette occasion a entrepris l'ensemble de l'Exécutif de l'Internationale y compris Kabatchiev et Rakocci, mais la délégation socialiste italienne s'est engagée formellement devant le Congrès de faire tout son pos-

sible pour déterminer le Parti Socialiste Italien au respect des décisions du Congrès International. Faut-il croire à un tel engagement? Nous exprimons ici ouvertement notre méfiance mûrie par la douloureuse expérience du passé. Qui ne se souvient des engagements pris par Giacinto Menotti Serrati au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste? Ce n'est pas par conviction, ce n'est que par discipline communiste que Serrati s'engageait devant le 2^e Congrès International de respecter et de faire appliquer en Italie les décisions du Congrès; mais une fois en Italie, non seulement il n'a pas été fidèle aux engagements pris, mais encore il s'est rendu coupable d'infraction à la discipline communiste et révolutionnaire, il est devenu l'un des pires et des plus vulgaires calomnieurs du 2^e Congrès de l'Internationale et de l'Internationale Communiste. Or, Lazzari, Maffi et Riboldi, réformistes centristes empreints de pseudo-maximalisme, ont toujours été solidaires avec le citoyen Serrati: avant Livourne, pendant Livourne, et surtout après Livourne.

Quelles sont les garanties que peuvent donner aujourd'hui à l'Internationale Communiste les promesses des trois diplomates du Parti Socialiste Italien? Il n'y en a aucune.

Comme chacun le sait, Lazzari fut le seul dans le Comité Directeur du Parti Socialiste à s'opposer en 1919 à l'adhésion à la 3^e Internationale. Chacun sait aussi que Lazzari et Maffi ont voté au Congrès de Bologne en octobre 1919 pour l'adhésion à la 3^e Internationale, mais contre la révision du programme réformiste que le Parti Socialiste Italien possédait depuis le Congrès de Gênes de 1892 et contre la substitution à ce programme réformiste d'un nouveau programme communiste.

Chacun sait que Lazzari a prononcé à Livourne un discours de social-pacifiste contre la violence, contre la guerre civile et surtout contre la dictature de Moscou. Chacun sait également que Maffi et Riboldi ont fait chorus avec Serrati et les amis de Serrati quand ceux-ci attaquaient l'Internationale et prononçaient des mercuriales contre Kabatchiev qui fut par eux appelé „l'étranger“.

Et que sont donc venus dire au 3^e Congrès International les émissaires socialistes? Rien d'autre que des phrases sentimentales (discours de Lazzari) et des ejaculations inutiles (discours de Maffi) dont on ne peut tirer tout compte fait que des phrases et de la démagogie.

C'est ce qui a été toujours caractéristique du Parti Socialiste Italien. Voilà pourquoi, si conformément à la décision du 3^e Congrès International l'Internationale Communiste laisse ses portes ouvertes aux éléments révolutionnaires qui par erreur ou inconscience étaient restés avec Serrati, le veto catégorique concernant l'entrée des réformistes italiens dans les cadres de l'Internationale Communiste, ce veto vient on ne peut plus à temps. Et par réformistes il faut entendre non seulement les réformistes fieffés et déclarés comme Turatti, Trevis et Modigliani, etc., etc., mais aussi les opportunistes cachés et ceux qui appartiennent aux courants du social-pacifisme comme Lazzari, de l'opportunisme comme Bianchi, Maffi et Alessandri et à ceux qui sont peut-être les plus malfaisants parce que les plus hypocrites des renégats — la première place parmi ceux-là appartient à Giacinto Menotti Serrati. Pour tous ceux-là les portes de la 3^e Internationale ne pourront jamais s'ouvrir.

Le prolétariat italien qui a donné la preuve indubitable de son tempérament révolutionnaire et de son impétueux enthousiasme ne tardera pas à écarter de son chemin les incertains et les infidèles et à se diriger décidément vers le Parti Communiste Italien et vers l'Internationale du prolétariat communiste révolutionnaire.

LUIGI POLANO.

Les victimes de la terreur blanche.

Dans la presse espagnole nous trouvons des détails sur le meurtre ignoble des camarades Evelio Boal, Antonio Folla, anciens secrétaire et trésorier de la Confédération Générale du Travail, et de José-Domingo Rodriguez, dont le 1^{er} Congrès International des Syndicats Rouges honora la mémoire dans sa seconde séance.

Le gouverneur de Barcelone, soupçonnant les syndicalistes de préparer un attentat contre lui, donna l'ordre de libérer quelques uns des révolutionnaires détenus et au point du jour furent ainsi sortis de prison Boal, Folia et Rodriguez. Des meurtriers achetés par la police attendaient les victimes, et dociles aux ordres de ceux qui les avait envoyés, assassinèrent les trois camarades, les meilleurs champions de la cause ouvrière.

Dans les rues de Valence, la police organise une mêlée à la suite de laquelle est grièvement blessé le camarade Ramon Arlandis. La police espagnole, ne connaissant sans doute pas le vieux principe qui défend de battre l'ennemi à terre, le fusilla sur place.

Nous n'avons aucune intention de composer des nécrologies ni de faire du sentiment à ce sujet. Car les nécrologies devraient se multiplier par centaines à compter toutes les victimes de la terreur blanche en Espagne dans ces derniers temps, sans parler des autres pays. Quant à la sentimentalité, elle doit nous être étrangère. Les camarades Murphy, Williams et les autres ont eu raison lorsqu'on a débattu à la 3^e séance du Congrès des Syndicats Rouges le texte du manifeste aux ouvriers du monde entier, de déclarer qu'il ne s'agissait pas de phrases générales contre le capitalisme, mais de quelque chose de plus réel. Par là nous entendons une action révolutionnaire. En effet ce n'est pas un phénomène tout isolé. Ce n'est pas en Espagne seulement que le capitalisme brise et foudroie tout ce qu'il trouve sur sa route.

Mais cela ne veut pas dire que nous devions opposer à la terreur blanche généralisée le système de la terreur individuelle. Pour nous autres Russes l'exemple des socialistes-révolutionnaires est assez instructif. Ce n'est pas à nous d'approuver les actes de terrorisme individuel qui se pratiquent en Espagne en général et à Barcelone en particulier. Contre la terreur blanche des capitalistes nous devons constituer un front international unique de la révolution. Nous devons grouper et organiser nos forces, et après cela, comme l'a dit Lozovski, prendre à la gorge la bourgeoisie et lui mettre le pied sur la poitrine.

Pour le moment nous nous associons à la journée de deuil des camarades étrangers qui ont subi une si lourde perte, à en juger d'après les renseignements que nous fournit l'organe officiel du parti communiste d'Espagne "El Comunista" du 22 juin. Voici ce que nous lisons: "La terreur blanche a arraché à nos rangs un camarade de plus. Ramon Arlandis a été tué. Jeune, intelligent, avec une grande érudition, il s'était consacré entièrement à la cause ouvrière. Comme un fidèle soldat de la révolution, il est tombé à son poste. La police de Valence machina récemment une rixe dans les rues de la ville. Pendant cette rixe Arlandis blessé tomba. Alors un des policiers tira sur lui à bout portant, tandis que les autres le rouaient de coups sans pitié. A toutes les innombrables victimes de la lutte cruelle entre les deux classes des exploités, une victime nouvelle s'est ajoutée. Pour nous le fait n'est pas nouveau. Comme dans les autres pays, notre parti, malgré sa jeunesse, compte déjà bien des victimes, et la section de Valence en a perdu encore plus que les autres: en un an elle a été privée de trois de ses membres les meilleurs.

Dans la mort de Arlandis il y a un détail tragique. Son frère Hilario, qui sans doute se trouve déjà en Russie, y a été envoyé comme délégué de la Confédération Générale du Travail et du Parti Communiste aux deux Congrès internationaux. Ces jours derniers, nous avons reçu de lui une lettre dans laquelle il décrit son enthousiasme grandissant et sa foi inébranlable dans l'avenir de la classe ouvrière à mesure qu'il s'avancera

de la glorieuse République de Russie. Etant à Paris, il fut avisé que son frère était mortellement blessé, mais il ne put pas revenir auprès de lui, car l'exécution de la mission confiée était pour lui supérieure à tout sentiment personnel. Notre parti est aujourd'hui en deuil, il a perdu un de ses champions les plus ardents, les plus conscients et les meilleurs. Ce meurtre déloyal a produit parmi nous un profond chagrin, et nous partageons cette douleur avec tous les camarades de Valence et avec son frère Hilario“.

OSTROVSKI.

La situation économique en Perse et le Parti communiste de l'Iran.

La Perse est un des plus riches pays de l'Orient, mais la criminelle concurrence qui sévissait entre l'Angleterre et la Russie tsariste l'a réduite à une situation économique extrêmement pénible. Non seulement la politique coloniale de ces deux puissances arrêtaient le développement de l'industrie nationale, mais l'importation des produits manufacturés à bon marché provenant de ces pays, ruinaient aussi les petites entreprises locales qui avaient jadis pris un grand développement.

Le résultat de cette concurrence inégale entre la production manuelle et la production industrielle fut que des centaines et des milliers d'artisans et de petits producteurs affamés, réduits à la mendicité, étaient jetés sur le pavé et condamnés à mourir de faim. Le cœur gros de malédictions, ils quittaient leur pays natal et se réfugiaient sous des ciels plus cléments bien qu'étrangers: au Turkestan, au Caucase, à Bakou, en Amérique, ailleurs encore. A leur suite émigraient chassés par l'arbitraire et l'exploitation des propriétaires fonciers et des gouverneurs du shah, des dizaines de milliers de paysans, qui, réunis aux premiers, créaient des richesses pour les pays étrangers au prix des sueurs de leur front et du sang de leurs veines. Tel est le sort de tous les pays coloniaux et semi coloniaux.

La guerre et la révolution russe modifièrent dans une certaine mesure la situation. Les produits manufacturés de première nécessité firent bientôt défaut, ce qui suscita un renouveau d'activité des petites industries locales. Dans plusieurs secteurs de la Perse Septentrionale, on se mit à fabriquer soi-même les objets les plus divers. Et même au Sud, où les Anglais continuent pourtant à importer les produits de leur industrie, les entreprises locales se développent avec succès.

C'est le petit producteur, en même temps petit propriétaire, qui entre en ligne; il déteste du plus profond de son être le joug économique des étrangers. Tant que la grande industrie nationale n'aura pas pris un développement plus ou moins considérable, la production locale et individuelle sera dans une opposition décidée contre le capitalisme européen.

Mais les impérialistes anglais ne s'appuient en Perse ni sur la bourgeoisie, ni sur ses petits producteurs; ils puisent leurs forces dans la riche aristocratie des propriétaires fonciers qui sont peut-être en Orient la caste la plus immonde. Trois mille propriétaires fonciers quasi-féodaux possèdent les trois quarts des terres cultivables de notre pays. Plus de dix millions de paysans gémissent sous le joug de ces agents damnés de la bourgeoisie anglaise; cette dernière partage largement la haine des opprimés avec ces parasites indigènes soutenus par Sa Majesté le Shah des Shahs de l'Iran.

Par suite de son retard économique, la Perse est extrêmement pauvre en forces prolétariennes; cela est surtout vrai pour les provinces du Nord où l'on rencontre rarement des fabriciens ou des usines possédant de 15 à 50 ouvriers, mais jamais plus. Au Sud, la situation est un peu meilleure à ce point de vue. Dans les entreprises pétrolières qui se trouvent entre les mains du trust anglo-persan et d'autres firmes anglaises, sont employés 250.000 ouvriers dispersés en 7 ou 8 groupes principaux: celui de Souleimanieh, de Sohuster, Mohammera, etc... Dans ces conditions, évidemment le parti communiste de l'Iran ne peut pas

devenir parti de masses et il n'essaye pas de le devenir. Il s'efforce de rallier les éléments les plus conscients de la classe paysanne, des ouvriers et des manoeuvres, il les organise et les éduque selon les principes et sous le drapeau de la 3ème Internationale Communiste; parallèlement il fonde des syndicats dans les villes et des unions de travailleurs ruraux dans les campagnes.

Dans le courant de la dernière année, après le Congrès de notre parti qui a eu lieu à Enzeli le 23 juin 1920, notre Comité Central, malgré des conditions d'une difficulté inouïe, a fourni un effort d'organisation vraiment colossal. Nous possédons actuellement 4 comités régionaux et un grand nombre de comités provinciaux groupant en tout 4.600 membres. L'année dernière notre contingent était quelque peu supérieur, mais par suite de la provocation d'un groupe d'aventuriers agissant sous le masque du communisme, notre propagande dans certains secteurs fut interrompue pour un temps, de même que la publication du „Communiste“, organe officiel de notre Comité Central. Les faits précités nous déterminèrent à une extrême prudence et à l'adoption de méthodes clandestines dans une plus large

mesure qu'auparavant. Nous avons réussi malgré tout à grouper en syndicats des ouvriers et des manoeuvres qui sont actuellement au nombre de 4.000.

Le Parti Communiste de l'Iran se rend un compte exact des conditions semi-féodales dans lesquelles il lui faut agir. Considérant l'importance réciproque des forces des classes aux prises dans ce pays où les impérialistes anglais, alliés à l'aristocratie foncière, exploitent toutes les autres catégories de la population, le Parti a fait figurer dans son programme minimum en tout premier lieu le renversement du pouvoir des shahs et des propriétaires fonciers et l'affranchissement de la Perse du joug économique et politique des bandits britanniques; nous voulons l'instauration d'un régime le plus démocratique possible qui permette de développer la propagande communiste sur une vaste échelle. Et nous sommes plus que certains que c'est le seul moyen, pour un pays aussi arriéré que l'est la Perse, de contribuer au développement de la révolution mondiale qui seule donnera aux peuples opprimés la possibilité de se délivrer définitivement de l'exploitation du capitalisme universel.

A. SULTAN ZADE.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Congrès de l'Internationale Communiste.

Dix-septième séance.

(Suite.)

Après le discours de Lénine, la parole est donnée à Sachs (K. A. P. D.).

Nous comprenons, dit l'orateur, dans quelle pénible situation se trouve la Russie Soviétique. Lénine a dit que le prolétariat russe paye tribut au capitalisme occidental et est condamné à le faire jusqu'au jour de la révolution sociale en Europe. Il y a à craindre néanmoins que cette politique ne modifie radicalement les bases économiques de la dictature prolétarienne en Russie. Quelles garanties avons-nous que le parti communiste russe restera ce qu'il est aujourd'hui?

De même les traités diplomatiques conclus par la Russie ou bien ne seront pas exécutés et alors ils n'ont aucune valeur ou bien, comme l'a déclaré Lénine, ils seront exécutés et alors ils renforceront le capitalisme occidental, rajeunissant ainsi la révolution. Déjà les capitalistes anglais prétendent que la grève des mineurs porte préjudice à la Russie Soviétique. C'est un argument dont la bourgeoisie se servira pour déguiser la vraie situation et entraver le développement de la lutte du prolétariat.

Radek répond:

Je n'analyserai pas si la Russie en

achetant des marchandises en Occident, retarde la crise de l'impérialisme dans tout l'univers. Je demanderai seulement si le K. A. P. D. estime la politique du Parti Communiste Russe utile et nécessaire au prolétariat russe. Après le discours de Lénine, il est inutile de répéter que toute autre politique est impossible dans un pays agricole. Les menchéviques ont affirmé pendant de longues années que la situation sociale de la Russie ne permet pas de réaliser le socialisme. L'originalité des bolchéviques a toujours consisté à déclarer que la révolution prolétarienne serait possible par l'alliance du prolétariat avec la classe paysanne. Trotski a dit il y a 15 ans déjà que si la classe ouvrière se saisissait du pouvoir dans un pays économiquement arriéré, la logique des choses l'obligerait à essayer de s'en servir pour mettre en pratique le socialisme.

En avril 1917, Lénine écrivait: „Nous ferons les premiers pas vers le socialisme. Le communisme est impossible dans un pays avec une économie ruinée et où les paysans sont en majorité. On peut penser seulement à la socialisation de la grosse industrie, des transports, des banques et du commerce extérieur“. Nous avons dépassé ce programme. La misère a pu amener la classe ouvrière à introduire un communisme primitif, à désirer le nivellement social. C'est seulement aujourd'hui, après la guerre civile, que nous commençons à résoudre les ques-

tions économiques. C'est maintenant seulement que nous commençons la socialisation.

Des qu'on reconnaît que la Russie Soviétique est l'avant-poste de la révolution et que notre politique est une nécessité pour la révolution mondiale, il faut que toute l'Internationale en accepte la responsabilité. Cette politique est claire, et dans le rapport actuel des forces sociales elle est indispensable non seulement pour la Russie mais pour le prolétariat universel.

Elle présente évidemment un grand danger. Lénine a dit dans ses thèses que le gouvernement prolétarien ne peut exister longtemps isolé. Contre ce danger le seul remède est: la révolution mondiale au plus vite. A vos craintes, nous osons répondre: nous défendrons nous-mêmes nos positions jusqu'au bout, mais vous aussi ne perdez pas de temps et préparez tout pour que la victoire soit certaine. Notre politique consiste à mobiliser tous les partis, à les rendre capables de combat, mais à ne pas les inviter à engager la lutte sans avoir suffisamment de chance de triompher. Le mot d'ordre de l'Internationale doit être: gagner du temps pour préparer la victoire et s'organiser, comme Lénine l'a dit, non pas en lisant des livres, mais en s'instruisant par les leçons des luttes précédentes.

Kollontaï:

Je prends la parole non pas au nom de toute la délégation russe, mais seulement d'une petite minorité du Parti Communiste. Nous nous soumettons entièrement à la discipline du parti, mais il y a une autre discipline: c'est notre devoir envers l'Internationale Communiste.

Le discours de Lénine suscite une question essentielle: Pensons-nous que le changement de politique économique fortifiera le système communiste de production? Ce dernier seul, nous le savons, peut être notre but. Le système capitaliste est à son déclin dans le monde entier et la révolution sociale est inévitable. C'est pourquoi nous posons cette question: le changement actuel n'est-il pas un retour à l'ancien système capitaliste?

Il existe en Russie trois forces sociales: la première, la classe paysanne, qui compose l'immense majorité, et qui est pénétrée d'instinct de propriétaires; la seconde, la bureaucratie, les „spécialistes“, ces débris de la bourgeoisie expirante, qui sont en liaison morale avec les capitalistes étrangers; la troisième, le prolétariat. Quelle est, parmi ces forces, celle qui exercera l'influence prédominante sur la politique du pouvoir des soviets? Lénine déclare que, grâce à notre nouvelle orientation économique, nous recevons la possibilité de gagner du temps et d'attendre le développement de la révolution mondiale. Mais il n'est possible d'attendre que si ce répit ne cause pas un dommage essentiel au fond de notre régime soviétique.

En effet la classe paysanne, grâce à la nouvelle politique, deviendra économique-

ment et moralement plus forte. Par contre le prolétariat perdra confiance dans ses propres forces. Si nous allons encore plus loin dans cette voie, si les concessions permettent au capital étranger de se consolider chez nous, le prolétariat s'affaiblira, se désorganisera. Une nouvelle révolution deviendra inévitable, et le prolétariat n'aura plus la force de l'accomplir.

Lénine a parlé tout le temps de forces mécaniques, d'électrification, mais il n'a pas dit un mot des énergies créatrices du prolétariat. Au lieu de chercher une issue en nous-mêmes, au lieu d'éveiller l'initiative des masses, nous demandons un secours extérieur et nous tentons de nous appuyer sur des forces étrangères. En réalité le seul moyen de relever l'industrie sera de susciter l'initiative créatrice des masses prolétariennes. C'est là qu'il nous faut chercher, et si nous le voulons, sans nul doute, nous trouverons.

Trotski commence en citant un article de Henri Kunow dans la „Neue Zeit“, organe de la „social-démocratie“, dans lequel l'auteur parle de la tendance de gauche dans le parti communiste russe et prétend que Trotski, Boukharine et d'autres en sont partisans. Le nom de Kollontaï n'y figure pas. Sans doute c'est elle qui est désignée sous le pseudonyme de Trotski, car les caractéristiques données par l'auteur à cette tendance coïncident avec ce que vient de dire Kollontaï. Ce n'est pas Kunow seulement, c'est toute la presse capitaliste qui parle de dissensions intérieures dans notre parti et prétend que je suis personnellement dans l'opposition. Il suffit d'avoir considéré quelque peu la vie russe pour savoir qu'il n'existe dans le parti communiste aucun sérieux désaccord, sauf un très petit groupe dont vous venez d'entendre la porte-parole. Au Comité Central, les seules discussions sur les concessions ont porté sur les questions pratiques. Et là j'ai toujours été d'accord avec Lénine. Boukharine et Rakovski non plus n'ont jamais fait d'opposition de principe à la nouvelle politique économique.

Quand à la question des dangers indiqués par Kollontaï, elle a été examinée dans notre Commission Economique. Un des membres a essayé de prouver que le capitalisme trouverait son salut dans les steppes de Russie. Mais si, étant donné notre réseau de chemins de fer, notre superficie et l'état général de notre industrie, le capitalisme peut rapidement rétablir son équilibre mondial de cette façon, c'est avouer que nous sommes assez puissants au point de vue économique, et par conséquent nous n'avons aucun besoin de faire appel à ce capitalisme. Malheureusement il n'en n'est pas ainsi. Nous sommes obligés de demander le secours de la technique capitaliste, et notre faiblesse même ne permettrait pas au capitalisme de penser ses blessures, grâce à nous.

D'autre part, il y a le pouvoir des Soviétiques: le prolétariat est maître du pouvoir, il ne livre les concessions que dans la

Notes sur les intellectuels russes et la Révolution.

par Viatcheslav Polianski.

I.

Une des plus intéressantes questions de l'actualité russe est celle de l'attitude des intellectuels envers la révolution ouvrière et paysanne.

Comment a-t-il pu se faire que la classe intellectuelle russe, dont l'histoire fut constamment une pénétration héroïque dans le peuple, ait pu se trouver après la révolution d'octobre dans le camp des ennemis de celui-ci?

Cette question a une longue histoire. Maintenant que les passions se sont apaisées et que la plupart des intellectuels marchent de nouveau de front avec les ouvriers et les paysans pour combattre leurs oppresseurs séculaires, nous pouvons plus ou moins objectivement analyser l'histoire de ce grand schisme.

II.

Tout d'abord nous devons définir exactement ce qu'on entend par la classe intellectuelle. On a coutume de se la représenter comme un groupement un et indivisible; mais une telle conception de la classe intellectuelle témoigne seulement de la pauvreté de notre terminologie. Elle est le résultat du manque de précision de notre langue. Il n'y a pas dans la nature de phénomène uniforme par sa composition, formant un tout par ses aspirations et ses intérêts, auquel on puisse donner le nom de „classe intellectuelle“. En réalité, la classe intellectuelle englobe un certain nombre de groupes disparates et antagonistes. Que peut-il bien y avoir de commun par exemple entre un ingénieur, un directeur de fabrique ou un directeur de banque (auxquels on ne peut dénier d'appartenir à la

classe intellectuelle) faisant simultanément des cours sur les questions financières à l'Université, et un collaborateur d'un journal ouvrier qui continue à rester à l'atelier? Il serait superflu de donner d'autres exemples pour démontrer que la classe intellectuelle se divise en un certain nombre de groupements de classe. Les intellectuels sont l'avant-garde d'une classe, sa partie avancée, qui, grâce à leur développement intellectuel, à leurs loisirs et au genre de leurs occupations, peuvent généraliser l'expérience de classe et lui donner une expression idéologique. Les intellectuels sont toujours des idéologues. La seule différence est que l'ingénieur, l'avocat, le professeur, sont les idéologues des classes dominantes, alors que les intellectuels ouvriers et paysans et ceux d'origine bourgeoise qui ont embrassé sérieusement la cause des travailleurs sont les idéologues du prolétariat. En étudiant les divers groupements sociaux qui constituent la classe intellectuelle, le spectacle de sa désagrégation dont nous avons été témoins devient compréhensible.

Que représentait la classe intellectuelle en février 1917? Une masse hétérogène ayant des intérêts gravitant autour de divers groupements sociaux. Cette unité, cet élan général, cette union sacrée révolutionnaire, qui a fait de la révolution de février une époque d'enthousiasme national, fut par sa nature une union superficielle et illusoire. Le but immédiat auquel tendaient toutes les classes de la société fut atteint: les murs des prisons, qui, bien que pour des raisons différentes, opprimaient le banquier, l'artisan, le gros fabricant et l'ouvrier, furent renversés. Sur ce minimum de conquêtes révolution-

naires, tous les groupements de la population parurent tomber d'accord. Mais ce ne fut là qu'une apparence. La victoire de février ne fit que libérer les tendances antagonistes intestines cachées à la vue du simple mortel, mais elles continuèrent irrésistiblement leur travail révolutionnaire de classe.

III.

L'arrivée de Lénine en Russie dans les premiers jours de février et la publication de ses remarquables thèses jouèrent dans l'histoire de la révolution russe le rôle d'un cristallisant jeté d'une main habile dans la masse encore amorphe, mais renfermant déjà tous les éléments nécessaires à sa cristallisation. Aussitôt le processus de cristallisation commença. Déjà en février deux pôles s'étaient créés autour desquels les masses commencèrent à se cristalliser. D'une part, la bourgeoisie, qui avait mis la main sur le pouvoir en imposant au peuple la volonté de sa classe, sous le pavillon des intérêts généraux du pays; d'autre part un groupement d'extrême-gauche encore peu nombreux et inorganisé de la classe ouvrière, lequel avait levé l'étendard de la révolution sociale. Le feu de l'union nationale ne tarda pas à se consumer. Dès le 22 avril, les rues de Pétrograd donnaient le spectacle d'une lutte opiniâtre menée par une petite avant-garde de la révolution mondiale contre les forces russes armées jusqu'aux dents, contre celles de la bourgeoisie contre-révolutionnaire internationale. Dès les premiers jours de la révolution, il devint évident que la question de la lutte était posée impérieusement par l'histoire même: ou bien la République bourgeoise, bien que dissimulée sous l'étiquette démocratique, et alors la continuation de la guerre mondiale, de l'exploitation de la classe ouvrière, au nom des intérêts du capitalisme, le rachat des terres à bon prix, le maintien des privilèges de classe, le tapage parlementaire avec l'éternelle

duperie des masses, les bavardages des avocats stipendiés et de la presse soudoyée, en un mot toutes les infamies et supercheries que nous voyons dans toutes les Républiques dites libres d'Europe ou d'Amérique,—ou bien l'écrasement de la classe capitaliste, la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans, l'expropriation des expropriateurs et le déclenchement de la révolution sociale, dont les étincelles ne pouvaient pas ne pas enflammer les travailleurs européens versant leur sang à la gloire du capital international.

IV.

C'est devant cette alternative que l'histoire mit les intellectuels russes. Et sous l'influence des événements qui se déroulaient et qui réclamaient de la classe intellectuelle qu'elle prit parti pour l'un ou l'autre des groupes combattants, commença le processus de sa désagrégation. Hâtons-nous de nous expliquer. Lorsque nous affirmions que la classe intellectuelle russe, amie du peuple, s'est trouvée, au moment le plus critique traversé par celui-ci, dans le camp de ses ennemis, nous ne voulons parler bien entendu ni des avocats, ni des ingénieurs, ni des médecins, ni des journalistes, ni des députés,—ces serviteurs dévoués corps et âme à la bourgeoisie. Par leur psychologie, par la situation que ces hommes occupaient dans le domaine de l'économie capitaliste, dans les organes gouvernementaux, ils ne pouvaient pas ne pas être les défenseurs de la classe bourgeoise. Par leur éducation, par leur genre de vie, par leurs goûts, leurs habitudes, leur conceptions, ils étaient des bourgeois authentiques. Dès lors, rien n'est plus naturel qu'au moment où la classe ouvrière a déclaré une guerre sans merci à la domination de la bourgeoisie ils se soient fait le rempart de la défense des intérêts de leurs maîtres. Que la classe intellectuelle bourgeoise n'ait dédaigné aucun moyen pour

mesure où il le juge utile et nécessaire. Si nous sommes en état de discuter librement la question des concessions, si le capitalisme ne prend pas tout ce dont il a envie, c'est précisément que le pouvoir appartient au prolétariat. Les craintes exprimées par certains camarades viennent de la trop haute opinion qu'ils ont de nos ressources techniques et de l'insuffisance qu'ils ont de notre conscience communiste.

Kollontaï déclare que le régime capitaliste étant à son déclin, nous n'en pouvons retirer rien de bon pour nous. C'est un postulat presque métaphysique. Dans ce cas, si une armée anglaise ou française surgit sur notre sol, nous devons nous dire: le capitalisme a fait son temps, et par conséquent nous pouvons tranquillement nous croiser les bras. Mais cette armée nous aura vite montré que le capitalisme est encore fort. Prenons la technique capitaliste. Que dira Kollontaï d'une bonne locomotive capitaliste allemande? Avec ses principes, nous sera-t-il permis d'acheter des locomotives portant la marque capitaliste? Peut-être, mais pour cela, nous devons payer en or, et jamais nous n'en aurons assez, il faudra donc donner en échange du bois, et pour cela il nous faut des scies et autres accessoires. Nous disons alors: dans cette forêt le capitaliste anglais peut trouver le bois dont il a besoin, laissons-le donc amener des scies et autres appareils, prendre le bois, et nous donner en échange des locomotives. Où commence et où finit l'opposition de principe de Kollontaï, au moment de l'achat de la locomotive, ou bien à celui du paiement en bois?

Kollontaï dit encore que nous remplaçons les ouvriers par d'autres forces: les techniciens et les paysans. Nous espérons certes dans l'initiative du prolétariat. Mais nous n'avons jamais dit que le prolétariat possédait toutes les qualités nécessaires à l'existence de l'ensemble de la société. Il peut concentrer le pouvoir entre ses mains, mais ensuite il doit appeler à lui toutes les forces capables de développer l'organisme social. Dire que pareille politique équivaut à se méfier de la classe ouvrière, c'est avouer qu'on n'a rien de commun avec le marxisme. Si dans la guerre nous ne nous étions pas appuyés sur des capacités techniques étrangères à la classe ouvrière, il y a longtemps que nous aurions cessé d'exister. L'énorme initiative de la classe ouvrière consiste précisément en ce qu'elle a su, dans un pays paysan retardataire, mettre à son service, par la contrainte et par la propagande, les anciens officiers. Il en est de même dans le domaine technique.

En entrant en relations avec les capitalistes, nous continuerons à rester nous-mêmes, nous choisissons librement ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas donner aux concessionnaires étrangers. Si quelqu'un manque de confiance envers la classe ouvrière, c'est le petit groupe au nom duquel a parlé Kollontaï.

La parole est donnée au délégué britannique Heron.

L'orateur s'étonne que peu de délégués aient pris la parole sur la question russe, qui a cependant une importance internationale. Il déclare que dans la crise aiguë où se trouve la Russie, aggravée encore d'une mauvaise récolte, il ne peut lui reprocher de suivre la politique des concessions. Pour le moment, les communistes des autres pays ne sont pas en état de venir en aide à la Russie. L'orateur déclare avoir rencontré un millionnaire allemand qui lui a dit que s'il se convainquait que l'expérience faite en Russie peut réussir, il mettrait à la disposition du gouvernement soviétiste toutes ses richesses et ses fabriques.

C'est le devoir des communistes de secourir le plus en plus la Russie en lui envoyant des ouvriers expérimentés. La ruine de la Russie soviétiste menacerait d'une catastrophe complète le communisme dans tous les pays.

La parole est donnée au délégué du K.A.P.D. Hempel.

Radek nous a demandé si nous estimions juste la tactique du parti communiste russe. Dans les conditions données, oui. Mais il y a dans le discours de Kollontaï un point qui mérite attention, c'est que, comme contrepoids aux concessions faites à la classe paysanne et au capital étranger, il faut donner plus large champ à l'initiative des ouvriers russes.

Personne ne conteste que le rétablissement économique de la Russie se ferait plus vite si le prolétariat international l'aidait. Dans ce cas il n'y aurait pas à recourir au capital étranger. Mais envoyer des machines est impossible, envoyer l'élite des ouvriers serait nuire à la révolution. Restent les coopératives, mais ce sont des entreprises capitalistes. Il ne reste alors que les capitalistes étrangers, et Lénine a eu raison de dire que tant que le prolétariat international ne se hâtera pas de venir au secours des ouvriers russes, la Russie soviétiste sera obligée de faire des concessions aux paysans.

Le danger est que, pendant la durée prolongée de cette nouvelle politique, la population et les communistes de Russie ne s'habituent au régime nouveau. Les communistes ne seront-ils pas amenés à renoncer à leurs principes? Ils ne sont pas des surhommes. Le capital étranger causera nécessairement une certaine corruption. Il peut même arriver qu'ils se créent en Russie un nid fâcheux pour le prolétariat des autres pays.

Rolland Holst déclare quelle veut insister sur trois questions.

On a parlé d'initiative prolétarienne: le prolétariat russe a donné l'exemple d'un degré d'initiative inouï dans l'histoire du mouvement ouvrier. Autrement nous n'aurions pas eu les succès que nous constatons.

Il me semble ensuite que la Russie ne doit pas être intéressée à la conservation de l'équilibre, mais au contraire à la révolution mondiale. Sans doute elle recevra

quelques marchandises des capitalistes étrangers, mais elle sera en même temps soumise à un grand danger.

Il est faux que le parti communiste russe ait dévié vers la droite. Nos camarades russes sont des rares qui aient confiance dans les forces créatrices du prolétariat. Ce qu'ils disent est pénétré d'une profonde vérité d'expérience. Ils mettent en pratique leur nouvelle politique avec une entière confiance dans l'énergie révolutionnaire des masses populaires. Par malheur en Occident nous n'avons ni cette expérience, ni cette confiance.

La parole est donnée à Boukharine.

On a dit que les concessions et les traités de commerce fortifient le capital international. A cela je réponds:

1) La Russie reçoit l'importation de tous les pays; son exportation au contraire se disperse à travers plusieurs États.

2) L'importance de cette importation augmente encore si on considère, outre sa valeur absolue, celle qu'elle possède par rapport à l'économie actuelle en Russie et si inversement on songe à ce que représente notre exportation de naphte dans l'économie anglaise.

3) Les concessions russes suscitent une concurrence politique entre les États capitalistes.

4) Kollontaï a des réminiscences de menchévisme. Elle dit qu'il se constitue une nouvelle classe bourgeoise dominante avec les spécialistes, la bureaucratie et les anciens restes de la bourgeoisie. Les menchéviks aussi disent que le prolétariat russe sera obligé de faire une troisième révolution pour prendre vraiment le pouvoir. Mais pour eux la révolution d'octobre est une contre-révolution, de sorte que leur système est logique, tandis qu'il ne l'est pas chez Kollontaï.

Kollontaï se plaint des concessions faites à la classe paysanne. Cela ne signifie pas que le pouvoir ait passé du prolétariat à la classe paysanne. Le fabricant qui fait des concessions aux ouvriers ne cesse pas pour cela d'être un capitaliste. Pendant la guerre, les États bourgeois ont bien fait des concessions à la classe ouvrière. Mais ils n'ont pas abandonné pour cela la dictature de la bourgeoisie.

Kollontaï nous présente encore l'épouvantail du capitalisme d'État. Mais Lénine n'a employé ce terme qu'à défaut d'autre. Le capitalisme d'État en Occident et dans la science économique signifie tout autre chose que ce qui figure ainsi sous ce terme. Dans les pays capitalistes, le possesseur de tous les moyens de production est la bourgeoisie en la personne de l'État. Chez nous le possesseur sera le prolétariat, qui affermera aux capitalistes telle ou telle entreprise. Kollontaï a peur, mais la peur est mauvaise conseillère. En dehors de cette peur, on ne trouve aucune argumentation dans le discours de Kollontaï.

Gorter, l'idéologue du groupe avec lequel se solidarise ici Kollontaï, a écrit que la révolution meurt de ce que nous ne comprenons pas le matérialisme his-

torique. Je commence à comprendre de quel matérialisme il est question. C'est l'initiative des masses ouvrières, l'élan révolutionnaire et autres choses excellentes, avec lesquelles a opéré Kollontaï, crachant sur les méprisables conditions économiques et les viles forces mécaniques de Lénine.

Nous sommes d'accord qu'il faut développer l'initiative de la classe ouvrière, mais ni Hempel ni Kollontaï n'ont dit comment il faut faire. Quant au danger, nul mieux que le parti communiste de Russie ne s'en rend compte. Non seulement il ne le déguise pas, mais encore il le montre à tout ceux qui sont intéressés à la victoire finale de la révolution sociale.

Résolution sur le rapport de Lénine.

Le IIIème Congrès, ayant entendu le rapport de Lénine sur la tactique du parti communiste de Russie et ayant pris connaissance des thèses proposées sur ce sujet, déclare:

Le IIIème Congrès considère avec admiration la lutte poursuivie pendant bientôt 4 ans par le prolétariat russe pour conquérir et pour affermir son pouvoir politique. Le Congrès approuve unanimement la politique du Parti Communiste de Russie, qui dès le début et dans toutes les circonstances a su estimer justement les dangers menaçants et a toujours trouvé le moyen et la méthode conformes aux principes du marxisme révolutionnaire pour en venir à bout, qui aujourd'hui, pendant le répit survenu dans la guerre civile, par sa politique à l'égard de la classe paysanne, dans la question des concessions et dans le rétablissement de l'industrie, concentre toutes les forces du prolétariat sous sa direction, afin de maintenir la dictature du prolétariat en Russie jusqu'au jour où le prolétariat occidental viendra au secours de ses frères.

Le Congrès universel, en exprimant sa conviction que grâce seulement à cette politique conséquente et justifiée du parti communiste, la Russie soviétiste peut être considérée comme le premier et le principal rempart de la révolution universelle, flétrit la conduite déloyale des partis menchéviks qui dans tous les pays par leur campagne contre la Russie soviétiste et le Parti Communiste de Russie, fortifie la réaction capitaliste et essaye de retarder la révolution sociale dans le monde entier.

Le Congrès Universel invite le prolétariat de tous les pays à se lever comme un seul homme pour défendre les ouvriers et les paysans russes et pour répéter les journées d'Octobre dans tout l'univers.

Vive la lutte pour la dictature du prolétariat!

Vive la révolution sociale universelle



lutter contre les ouvriers et les paysans, c'est là un fait naturel et sociologiquement inévitable. En prenant les armes contre la classe ouvrière, la classe intellectuelle bourgeoise a rempli sa mission sociale, et il serait, certes, d'une naïveté ridicule de l'accuser d'avoir trahi les intérêts du peuple. Comment aurait-elle pu trahir des intérêts qui lui ont toujours été étrangers et qui étaient ceux d'une classe ennemie? La question change si nous nous mettons à étudier l'attitude adoptée pendant la guerre de classe par les intellectuels qui avaient gravé sur leurs drapeaux la "défense des intérêts du peuple". Menchéviks et socialistes-révolutionnaires qui se disaient les amis du peuple et qui jusqu'à la révolution de février avaient marché la main dans la main avec les ouvriers et les paysans, se trouveront au moment de la lutte de classe de 1917 et 1918 de l'autre côté de la barricade. Or, c'est de la trahison de ceux-là que nous voulons parler. Car si l'on peut haïr en tant qu'ennemi un Milioukov quelconque, un Gnavér, un Goutchkoff ou un Koltchak, leur courage toutefois inspire du respect, tandis qu'on ne peut avoir que du mépris et de la répulsion pour les Alexenski, les Savinkov, les Boutsev et les Tchernov qui, hier encore se sacrifieraient pour les intérêts du peuple et qui aujourd'hui sont passés lâchement dans le camp de ses plus implacables ennemis. Socialistes en paroles, ils se sont révélés contre-révolutionnaires en fait. Comment un revirement aussi étonnant a-t-il pu se produire. Arrêtons-nous quelque peu sur la composition sociale de ce groupement intellectuel dit démocratique et socialiste.

V. Si nous faisons une enquête parmi ces éléments, nous pourrions démontrer que la majeure partie de ce groupement intellectuel est d'origine petite-bourgeoise. Fils d'artisans, d'instituteurs, de médecins peu fortunés, de fonctionnaires, de

représentants de la classe moyenne de la société, ayant éprouvé toutes les "douleurs" du tsarisme, sous la domination économique de la bourgeoisie, ils ont senti dès leur plus tendre enfance, monter en eux la protestation contre les conditions d'existence, politique et économique qui leur étaient faites. C'est précisément de ce mécontentement que se nourrissait leur amour de la liberté et du peuple: La souffrance du peuple étant plus grande que la leur, en lui ils voyaient un frère de misère. Aussi bien lorsqu'ils ressentent le besoin de pleurer sur la poitrine de quelqu'un leur profonde amertume, ils le faisaient sur la large poitrine du peuple. Par surcroît, le peuple était une puissante force, un immense réservoir d'énergie, qui dès qu'il apprendrait à la diriger, pourrait se payer de toutes ses offenses et réorganiser le monde comme l'exigent les intérêts de l'humanité. Chaque groupement idéologique donne à ses propres intérêts un caractère humanitaire général. Mais chaque fois qu'il fallait en appeler à quelqu'un et rechercher dans le monde un solide point d'appui, c'était toujours vers le peuple que l'on se tournait. C'est ce qui explique aussi que l'amour du peuple et de l'ouvrier saturait l'atmosphère de nos universités.

Il était de règle que tout étudiant ou étudiante devait faire un stage idéologique dans un cercle marxiste quelconque (économique) ou populaire (philosophie). Et aux réunions, assemblées et congrès, sous les applaudissements frénétiques de l'auditoire, la jeunesse soulageait son cœur et affirmait sa foi dans l'insurrection du prolétariat et dans le réveil du paysan. Cependant, cela n'empêchait pas à une bonne partie de la jeunesse, ayant fini l'université, de s'installer confortablement dans la vie, d'y faire son petit nid, de s'embourgeoiser, de troquer la blouse démocratique pour la redingote bourgeoise et de rappeler avec un léger

sourire sentimental ses "péchés de jeunesse". Mais tous cependant ne réussissaient pas à se faire une place dans la vie de cette façon. La prison et l'exil, les persécutions et les misères endurées par la partie moins heureuse de la jeunesse démocratique la jetaient dans les bras de la révolution. Ceux, parmi eux, qui étaient les plus capables, les plus fermes, les plus intrépides, les plus honnêtes devenaient des révolutionnaires; social-démocrates et socialistes révolutionnaires passèrent ainsi par un stage inévitable de baigne et d'émigration et c'est pourquoi en 1917 ils sont venus grossir les rangs de nos partis socialistes.

Mais leurs longues années d'exil, d'émigration et de pérégrinations par le monde n'avaient pas extirpé l'affreuse hérédité enfouie au très-fond de leur âme et qu'ils tenaient des classes qui les avaient engendrés.

Il me souvient d'un remarquable article pres que prophétique, publié s'il me faut en 1905, dans les "Annales". Il était dû à la plume d'un des plus grands philosophes révolutionnaires qui signait Vassili le Sombre. Je ne dévoilerai pas le nom de celui qui s'abritait derrière ce pseudonyme. L'auteur le fera lui-même tôt ou tard. L'article visait les écrits militaires de Plékanov et battait en brèche l'idée de la défense révolutionnaire qui signifiait au fond la défense des intérêts de la bourgeoisie sous le couvert des intérêts de la démocratie. Le sens de cet article était que dans Plékanov même, dans ce vieux leader de la classe ouvrière, mais d'origine bourgeoise, le laquais Firce (le héros du Jardin des cerisiers de Tchekov) tant dévoué à ses maîtres n'était pas mort. Aux yeux de Firce la maison seigneuriale représentait une incommensurable valeur morale.

L'article fut accueilli par une avalanche de blâmes et de reproches adressés à la direction du journal qui l'avait publié et à l'auteur qui avait osé lever une

main sacrilège sur la cause de la défense révolutionnaire. L'auteur, je me rappelle, s'était borné à rire. Mais passé après la révolution d'octobre dans le camp des menchéviks où il fraie avec Dan et Raphael Grigoriev, il pourrait à merveille remplacer le nom de Plékanov dans l'article à propos du vieux Iaquis Firce, par son propre nom. A son tour, il a prouvé que dans son âme le vieux Firce n'était pas mort. Le sort a parfois de ces ironies.

Mais si le vieux Firce a si bien pu se nicher dans l'âme du révolutionnaire Plékanov et du non moins vénérable Vassili le Sombre que dire des hommes moins stoïques, plus superficiels et moins trempés dans la lutte. C'est ainsi que bien qu'ayant passé par les épreuves de l'exil et de l'émigration et rompu avec les institutions de la société bourgeoise, les intellectuels socialistes qui appartenaient à la moyenne des hommes ne purent pas extirper jusqu'au fond les racines idéologiques, psychologiques et les coutumes si profondément ancrées dans les sables profonds de leur âme. Cet atavisme psychologique, triste héritage des exilés et des émigrés bourgeois, s'est fait sentir dans l'action révolutionnaire clandestine sous forme d'intellectualisme, de querelles, de lutte, de commérages et d'amour-propre. Les révolutionnaires d'origine ouvrière restaient étrangers à ce tapage ridicule et funeste mais par contre nos intellectuels révolutionnaires l'ont toujours avidement recherché.

Aussi longtemps que l'action clandestine fut étouffée sous la lourde presse de la réaction, les antagonismes qui existaient parmi les intellectuels, comprimés qu'ils étaient dans un cercle de fer, ne se manifestaient seulement que dans les démêlés entre partis et fractions. Mais il suffit que le cercle de fer se disloquât pour que ces antagonismes si longtemps contenus fassent voler en éclats le bloc qu'avaient paru former jusqu'alors les intellectuels révolutionnaires. (à suivre).

L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

Troisième Séance. — 6 juillet.

On lit le projet du manifeste que le Congrès va adresser aux ouvriers de tous les pays. Le projet provoque certaines objections de la part des représentants de différentes délégations. Le Congrès décide d'adopter le projet de manifeste pour base et de confier au Bureau son élaboration définitive. On continue les débats sur le rapport du camarade Rosmer.

Le cam. **Guirallo** (Hongrie) dit que le travail du Conseil Provisoire ne peut pas être soumis à une critique détaillée, car toute son activité jusqu'à la convocation du Congrès n'avait pour but que de voter les bases de l'Internationale Syndicale Rouge. Certains chiffres ne sont pas exacts. En ce qui concerne la Hongrie, nous n'avons pas de données statistiques contrôlées et du reste, sous le régime de Horty, on ne pourrait pas en avoir.

Guirallo propose de voter le rapport dans ses grandes lignes. Mais il demande que pour impression on se réfère aux chiffres qui seront indiqués par les représentants du Congrès.

Murphy (Angleterre) souligne que le rapport est incomplet. Il dit nettement qu'on a omis d'y indiquer: 1) les difficultés qui ont surgi devant le Conseil dans les questions concernant la Fédération italienne; 2) l'écho qu'a trouvé l'activité du Conseil provisoire dans les masses ouvrières des différents pays; 3) le travail intérieur du Conseil et les chocs de tendances dans son sein.

Bartel (Allemagne) souligne que les méthodes de noyautage à l'intérieur des syndicats n'ont pas donné les résultats positifs, dont parlait Rosmer. En Allemagne où ces noyaux ont déployé une activité vraiment révolutionnaire, ils ont été expulsés des syndicats. En ce qui concerne l'Allemagne, les chiffres ne sont pas encore connus. Le travail du Bureau allemand n'est pas suffisamment mis en lumière. Les mineurs n'ont pas été soulevés comme il l'aurait fallu.

Heichman (Suisse) remarque, s'il n'y a pas d'organisations syndicales particulières en Suisse, il n'y a que des syndicats de type social démocrate, à l'intérieur desquels il y a une lutte entre Amsterdam et Moscou. A son avis le rapport ne fait pas ressortir suffisamment le caractère des luttes des masses pour Moscou. La lutte entre l'Internationale de Moscou et celle d'Amsterdam n'est pas une lutte de deux tendances mais la lutte des masses révolutionnaires cherchant à adhérer à Moscou contre les chefs réformistes, groupés autour d'Amsterdam. Se plaçant à ce point de vue, il est contre l'abus qu'on fait des données statistiques, en tant que ces données servent de base pour définir les forces des organisations. C'est une manœuvre qui a été employée par Amsterdam et qu'il faut rejeter. Il faut se dire que l'influence réelle de l'Internationale de Moscou est beaucoup plus forte qu'on ne pourrait le supposer, quels que soient les chiffres des millions sur lesquels on s'appuie. La force de l'Internationale Syndicale Rouge se base sur le fait que les masses ouvrières sont derrière elle.

Welke (Allemagne) parle au nom de la majorité des organisations groupées autour du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Il défend la tactique de la conquête des Syndicats du dedans, en indiquant que cette tactique aurait plus de succès si elle n'était pas contrecarrée par les camarades qui étalent complaisamment leurs idées révolutionnaires mais oublient en mêmes temps la nécessité d'un travail de propagande patient au sein des organisations ouvrières. Nous avons essayé de trouver une tactique révolutionnaire commune à toutes les organisations révolutionnaires. C'est ce point de vue qui a été adopté par le Bureau de Berlin de l'Internationale Syndicale Rouge.

Lozovsky (Russie) Le rapport souffre des défauts. L'appréciation qu'il apporte à l'activité passée du Conseil ainsi que dans l'essai de tracer son activité dans l'avenir.

Voyons ces quelques oublis. La question de l'Italie a été omise quand nous avons signé le manifeste ayant trait à la formation de l'Internationale Syndicale Rouge. Nous n'avons pas exigé la sortie de l'Internationale d'Amsterdam. Nous l'avons fait exprès, sachant combien il est difficile aux masses ouvrières de passer d'une organisation à l'autre. Nous avons ainsi donné la possibilité de faire l'expérience d'une adhésion simultanée aux deux organisations. Cette expérience a été concluante. Après quelques mois nous avons dû mettre la Confédération

italienne en demeure de choisir entre nous et Amsterdam. La Confédération italienne qui formellement adhère aux deux organisations, n'appartient à aucune en réalité. En passant au débat déclenché entre les délégués allemands, le camarade Lozovsky dit que le camarade Bartel en critiquant notre activité n'a pas soulevé la question essentielle à savoir s'il fallait voter dans les syndicats ou non. Nous disons: les syndicats est une maison appartenant aux prolétaires. Notre devoir est d'y rester et d'en déloger ceux qui ne nous conviennent pas. Que signifie en effet conquérir les syndicats? Cela ne signifie pas de s'emparer de l'immeuble ou de la caisse des syndicats, cela signifie conquérir l'esprit des ouvriers. C'est là la base la plus solide pour un travail vraiment révolutionnaire. Que se passe-t-il en Allemagne? On groupe en une organisation particulière des centaines de milliers d'ouvriers, (groupés dans les anciens syndicats.) Le camarade Murphy a indiqué le manque de renseignements contenus dans le rapport en ce qui concerne les résultats du travail de propagande de l'Internationale Syndicale Rouge. Les résultats c'est la convocation du Congrès auquel sont arrivés 256 délégués de 30 pays différents. Tous les participants de ce congrès sont d'accord pour nier l'Internationale d'Amsterdam, mais il existe des opinions les plus contradictoires en ce qui concerne le moyen de lutte pour soustraire définitivement les ouvriers à l'influence de cette Internationale. Ces opinions contradictoires sont dues à la diversité des conditions de vie et de l'activité des organisations dans les différents pays. Nous sommes réunis ici pour nous enrichir mutuellement de nos propres expériences et il ne nous convient pas de cacher nos divergences de vue comme cela est pratiqué par Amsterdam. Nous devons résoudre les contradictions qui se lèvent parmi nous en tenant compte de tous ceux à qui réellement est cher le but révolutionnaire du prolétariat. Ce but est de saisir la bourgeoisie à la gorge et de l'obliger à rendre ses positions. Indiquer la façon dont cela doit être fait, voilà tâche du présent congrès.

Mann (Angleterre) La longue expérience de notre lutte avec les tendances réformistes des vieux chefs syndicalistes nous prouve une fois de plus la nécessité où nous nous trouvons de faire accorder notre tactique avec l'exigence réelle du moment. Je ne parlerai d'autres pays. Mais j'affirme d'une façon catégorique que les 20% des ouvriers anglais ont un état d'esprit révolutionnaire. Il n'est pas nécessaire de travailler de manière à dépenser l'énergie et nos forces assez faibles d'ailleurs pour établir une organisation indépendante de ces 20%. Nous devons diriger nos efforts pour amener des changements radicaux autant au point de vue théorique de méthodes de lutte, dans l'intérieur des vieilles organisations que nous avons créées et développées la main dans la main avec les masses prolétariennes révolutionnaires. Il ne faut pas quitter les vieilles organisations mais il faut y conquérir le plus de partisans en gagnant la confiance des ouvriers qui y sont groupés. Au nom des ouvriers anglais, parmi lesquels il m'a été donné de faire la propagande révolutionnaire ces derniers temps j'exprime ma ferme conviction que non seulement nous gagnerons la confiance des ouvriers organisés, mais que nous acquerrons aussi de nouvelles forces parmi ceux qui aujourd'hui encore ne prennent point part à la lutte révolutionnaire. Nous déchirerons les liens réformistes créés par les vieux chefs et ensemble avec les prolétaires, délivrés de leur influence, nous renverserons les bases du vieux monde.

Glinksky (Pologne). Au nom de la délégation polonaise Glinksky se déclare solidaire avec la théorie et avec la pratique de l'Internationale Syndicale Rouge. Il indique que le mouvement polonais confirme la justesse de la ligne de conduite suivie par l'Internationale de Moscou. La nécessité d'unir en une seule toutes les organisations syndicales est devenue une vérité élémentaire en Pologne. Cependant on n'a pas réussi à créer cette organisation unique à cause des mencheviques polonais, qui par toute leur activité ont empêché le prolétariat d'acquiescer une conscience de classe révolutionnaire. Nous rendant compte du caractère de la révolution prochaine nous avons continué notre œuvre en conquérant une organisation après l'autre. Et malgré les arrestations de nos dirigeants, malgré la dissolution par la police des syndicats où notre influence s'est affirmée, nous avons le droit de déclarer que 40% des ouvriers polonais sont groupés maintenant sous

l'étendard de la lutte révolutionnaire. En ce qui concerne le mot d'ordre d'abandonner les syndicats on le qualifie en Pologne de contre-révolutionnaire car il n'est utilisé que par ceux à qui nos succès empêchent de dormir. C'est pourquoi la scission au sein du mouvement syndical ne peut être que l'œuvre de P.D.P. et non de communistes. Nous sommes pour l'unité, mais pour l'unité révolutionnaire et notre tactique future sera en accord avec la tactique de l'Internationale Syndicale Rouge, car nous sommes convaincus que l'avenir nous appartiendra, à elle et au parti communiste.

Tommasi propose de clôturer les débats, car la plupart des orateurs parlent de la question de tactique qui figure à part à l'ordre du jour.

Lozovsky propose de clôturer les débats concernant le rapport du Conseil Provisoire et de désigner une commission spéciale, composée de 7 membres, qui aura pour tâche de rédiger une résolution après avoir pris connaissance du rapport définitivement publié.

La proposition est adoptée et la séance est levée.

A L'ETRANGER.

Angleterre.

Londres, 4 juillet.—L'agence Reuter donne l'information suivante, d'un caractère officieux, sur le traité anglo-japonais: "La note qui fut envoyée à la Ligue des Nations en juillet dernier était considérée par les juristes de la couronne, mais pas par lord Curzon, comme une dénonciation du traité, qui, par conséquent, si ce point de vue était maintenu, cesserait d'exister ce mois-ci. De là vint la proposition de prolonger sa validité pour trois mois. Le Japon, il va de soi, fut informé en son temps de ce point de vue des juristes anglais, mais pourtant, il ne le fit jamais sien, considérant que cette note n'était pas une dénonciation. Telle était la situation, lorsque le lord-chancelier, l'autorité suprême de la couronne en questions légales, prit un point de vue opposé à celui des juristes et considéra que cette note n'était pas une dénonciation. C'était le point de vue de Curzon dès le commencement. Le Japon fut informé de ce changement du point de vue de la Grande Bretagne et, vu que le traité, même en cas de dénonciation le 13 juillet, serait en force automatiquement pendant encore un an, la question d'une prorogation pour trois mois a été abandonnée". Il paraît que cette explication de l'agence Reuter en finit pour le moment avec toutes les rumeurs au sujet d'une décision de la conférence de l'empire britannique sur l'alliance anglo-japonaise.—Le "Manchester Guardian" donne un compte-rendu de la session de la conférence de l'empire et dit qu'il y eut un violent conflit d'opinions sur la question de l'alliance anglo-japonaise, vu l'opposition résolue des premiers ministres du Canada et de l'Afrique du Sud au renouvellement formel du traité. Pour cette raison "Lloyd-George subitement demanda l'opinion de lord Birkenhead, l'autorité légale suprême, qui prononça que, vu l'absence d'une dénonciation spécifique, l'alliance resterait en force jusqu'en 1922". Le journal ajoute qu'on peut penser que déjà depuis quelque temps le Foreign Office avait décidé définitivement de conserver l'alliance en vigueur, mais qu'il ne s'attendait pas à l'opposition acharnée du Canada.

Pologne.

Minsk, 6 juillet. — Le "Robotnik" et la "Tribuna" protestent violemment contre les excès inouis des Polonais dans les districts occupés de Volhynie et Galicie. La population est littéralement terrorisée. Les autorités polonaises ferment les églises orthodoxes, détruisent les cimetières, persécutent la langue ukrainienne, poursuivent les instituteurs ukrainiens. Les enfants sont envoyés de force dans les écoles polonaises. Les délégués du district de Tomachov ont envoyé des représentants pour supplier qu'on adoucisse ce régime de bagne.

Minsk, 6 juillet. — A Bielostock les compositeurs du journal polonais ont refusé de composer les articles à tendance anti-communiste.

Le journal "Narod" écrit: "Le célèbre Savinkov a décidé que les restes des armées blanches de Russie qui sont intervenues en Pologne ne peuvent pas considérer avec indifférence la lutte des Grecs contre les Kémalistes. Savinkov est allé trouver les Cosaques du camp d'Ostrov province

de Lomja. Mais ces derniers n'ont pas partagé les desseins belliqueux de Savinkov et lui ont répondu par un refus catégorique, déclarant qu'ils ne voulaient pas se mêler des affaires d'autrui.

Le journal "Poranna" écrit: "Les hommes qui gouvernent aujourd'hui la Russie dépassent non seulement leur entourage, non seulement tous les Koltchak, les Wrangel et les Denikine, mais aussi les hommes d'Etat de bien des pays bourgeois. On peut affirmer hardiment que si la Pologne avait eu pendant un an seulement un aussi fort gouvernement (pourvu qu'il ne soit pas bolchevik) tous nos désordres auraient disparu."

Le 1er juillet, aussitôt après la ratification du traité d'alliance entre la Pologne et la Roumanie, le délégué du gouvernement polonais à Bucarest a signé le traité de commerce avec la Roumanie. Du côté roumain le traité est signé par le Ministre des Affaires Etrangères Take Joneescu. Le traité est fondé sur le principe des plus grands privilèges mutuels. Les deux parties reconnaissent le droit de transit le plus large sur leur territoire. Un des articles les plus importants est la reconnaissance à la Pologne pour un an et demi du droit de recevoir dans les ports de Galatz et de Brailov des emplacements atteignant environ 6000 mètres carrés, libres de douane.

Le degré d'absurdité que peut atteindre la campagne de mensonges contre la Russie est illustré par la nouvelle fantastique du correspondant du journal de Varsovie "Narod" à Helsingfors: "On a été avisé officiellement aujourd'hui de l'arrestation de Trotski. La cause de l'arrestation réside dans les tendances absolutistes de Trotski. Trotski est gardé au Kremlin".

Proche-Orient.

Horsea, 6 juillet.—Le bureau de la presse de Londres annonce que les troupes nationalistes turques ont occupé presque toute la presqu-île d'Ismid, et qu'une partie est déjà passée dans la zone neutre. Dans les milieux officiels de Londres on n'a pas encore reçu confirmation de l'entrée des Turcs dans la zone neutre.

Paris, 7 juillet.—Le commissaire des Affaires Etrangères du gouvernement d'Angora, Iousouf-Kemal-Bey a fait à la Grande Assemblée Nationale d'importantes déclarations au sujet de la politique extérieure, desquelles sont extraits les passages suivants: "Dans la conviction que la France était décidée d'interrompre l'état de guerre entre elle et la Turquie, nous avons fait au gouvernement français quelques propositions, conformes à notre pacte national. Nous n'avons pas encore reçu de réponse officielle à nos propositions. Dans un récent entretien avec un des représentants des hautes personnalités françaises récemment arrivées à Angora, nous avons cherché un moyen de mettre fin à l'état de guerre entre la Turquie et la France. Notre politique extérieure poursuivra sans faiblir le même but: faire reconnaître nos droits nationaux et notre absolue indépendance dans les limites de notre territoire ainsi que notre pleine souveraineté et notre liberté de développement en dehors de toute influence étrangère. Nous désirons également participer au progrès commun de l'humanité, mais le peuple turc désire demeurer neutre dans les limites de son empire.

Londres 4 juillet.—A propos de l'information répandue sur l'envoi d'une délégation bulgare à Angora, la représentation diplomatique de Bulgarie à Londres a publié un communiqué d'après lequel la politique bulgare a toujours été et reste strictement neutre. Cependant le fait de ce dite députation envoyée chez les Kémalistes est confirmé, d'après la Daily Telegraph, par les sources les plus diverses.

Londres 4 juillet. — Si les Kémalistes menacent la zone neutre de Constantinople, la Grèce serait disposée à demander aux alliés de transporter toutes ses troupes en Thrace. D'autre part, d'après le "Daily Telegraph", la Grèce cessera de couvrir la zone neutre et de cette façon toute la charge de la défense des abords de Constantinople incombera aux alliés.

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.